



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°9 – du 4 au 10 mars 2022

## En bref

- La cotation du nickel a été suspendue mardi 8 mars par le marché londonien des métaux du fait des fortes tensions sur son cours. Après une clôture à 48 000 \$ la tonne lundi (+66 % dans la journée), le seuil des 100 000 £ a été dépassé mardi. Sur les 5 dernières années, le prix moyen de la tonne était de 14 382\$.

- Binance a annoncé, via une de ses entreprises nommées Bifinity, un partenariat stratégique avec Eqonex, une entreprise de cryptomonnaies, agréée par la FCA pour pouvoir accéder aux marchés britanniques.

## Actualité macro-économique

**L'inflation plus élevée qu'attendue en octobre, pourrait réduire le salaire réel des salariés du secteur public de 1 750 £ pour l'année 2022-2023** – Les prévisions

### LE CHIFFRE À RETENIR

0,8%

Le PIB britannique a augmenté de 0,8 % au cours du mois de janvier 2022.

- La ministre britannique au commerce, Anne-Marie Trevelyan, a saisi la commission consultative indépendante «commerce et agriculture» en vue d'établir l'impact sur les standards agricoles britanniques de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande. L'avis devrait être publié mi-juin 2022.

d'inflation pour la prochaine année fiscale sont désormais 4 points au-dessus des prévisions d'octobre, date à laquelle les salaires ont été fixés pour les trois prochaines années. Sans compensation, les 5,7 M de fonctionnaires perdront 1 750 £ de revenu réel pour l'année 2022-2023. Selon l'IFS, think tank spécialisé sur les sujets budgétaires, absorber totalement ce choc

pour les salariés du secteur public coûterait 10 Md£. Augmenter les salaires nominaux des employés de la NHS de 5 %, ce qui ne les protégerait pas totalement d'une perte de pouvoir d'achat, nécessiterait 4 Md£ soit plus du ¼ de l'augmentation du budget du service de santé national britannique.

**En février 2022, la croissance annuelle des ventes au détail des douze derniers mois reste élevée (6,7 %) mais se situe nettement en-dessous du niveau de janvier (11,9 %) –** Ces forts niveaux de croissance s'expliquent par la fermeture des magasins non-essentiels à la même période de l'année dernière. D'après le [BRC](#), les ventes de détails de février seraient de 3 % plus faibles que le mois précédent. Les tempêtes Dudley, Eunice et Franklin contribuent à expliquer cette contraction, mais cela pourrait également révéler une baisse de la confiance des ménages.

**Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les tensions sur le marché du travail contribuent positivement à la hausse des salaires en fin d'année 2021 –** D'après la [Banque d'Angleterre](#), les perspectives d'inflation et la productivité ont contribué de façon stable aux augmentations de salaire de 2021, respectivement à hauteur de 2,2 points et 0,7 point. Pour le dernier trimestre de 2021, la contraction du marché du travail contribue positivement aux augmentations salariales. Ceci peut s'expliquer par les frictions sur le marché telle que l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail.

**Le 8 mars, [Kwasi Kwarteng](#), ministre en charge des entreprises et de l'énergie, a annoncé la réduction progressive des importations de pétrole russe visant une indépendance vis-à-vis de la Russie d'ici la fin de l'année –** Alors que les exportations de pétrole représentent 17 % des revenus du gouvernement russe, le pétrole russe répond

à hauteur de 8 % de la demande britannique. Le Premier Ministre a confirmé le déploiement d'une stratégie de long terme permettant de sécuriser les approvisionnements domestiques, reposant sur le développement des énergies domestiques et renouvelables. Le Chancelier de l'Echiquier, Rishi Sunak, a souligné les conséquences économiques de la renonciation aux énergies russes, particulièrement importante pour les ménages à faibles revenus, consacrant une part plus importante de leur dépense sur des biens énergétiques.

## Actualité commerce & investissement

**La Cour de justice de l'UE (CJUE) condamne le Royaume-Uni pour son manque d'action contre la fraude douanière –** Pour mémoire, l'accord de retrait prévoit la compétence de la CJUE pendant une période de quatre ans à partir de la sortie effective du Royaume-Uni pour toute violation du droit de l'Union qui y aurait été constatée avant fin 2020. L'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) avait signalé à de multiples reprises auprès des autorités britanniques le risque de sous-évaluation des importations de textiles et de chaussures en provenance de Chine par le biais de sociétés écrans, et la Commission européenne avait initié un recours en manquement en 2018. Bien que la Cour ait condamné les autorités britanniques, elle a rejeté, toutefois, la demande de compensation de la Commission européenne évaluée à 2,68 Md£, estimant que la méthode

appliquée était correcte mais demandant un nouveau calcul des montants exacts de ressources propres traditionnelles dues par le Royaume-Uni (les droits de douanes représentent environ 14% du budget total de l'Union). Un porte-parole du gouvernement britannique a réagi en faisant valoir que les autorités britanniques avaient adopté « *des mesures raisonnables et proportionnées pour lutter contre la fraude en question et que la Commission a largement surestimé l'ampleur et la gravité de la fraude présumée* ».

**Lors des *Maritime UK Awards* à Glasgow, la ministre au commerce britannique, Anne-Marie Trevelyan, a annoncé la création d'un *Maritime Capability Campaign Office* en vue de stimuler le commerce maritime britannique** – Ce bureau constituera le volet commercial de l'actualisation de la [National Shipbuilding Strategy](#) publiée cette semaine. Cette nouvelle unité sera soutenue par l'agence de crédit export UKEF, notamment afin de garantir le financement des exportations britanniques. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a également présenté un plan d'investissement de 4 Md£ visant à soutenir les constructeurs et fournisseurs britanniques avec l'objectif de livrer au Gouvernement central et aux administrations dévolues plus de 150 nouveaux navires militaires et civils au cours des 30 prochaines années.

**L'Union européenne et le Royaume-Uni expriment leur détermination afin d'apporter des « solutions durables » aux problèmes liés au protocole nord-irlandais** – Consécutivement à la rencontre des négociateurs, les deux parties ont réaffirmé l'importance d'un engagement plus marqué des entreprises, de la société civile et d'autres parties prenantes au cours des

négociations. Selon les informations relayées par la presse, la menace du déclenchement de l'article 16 s'estompe en raison du contexte international qui aurait remodelé la réflexion britannique sur le protocole. Le chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, aurait mis en garde contre les conséquences économiques d'un tel déclenchement. Pour rappel, l'article 16 du Protocole permet à l'une des parties de prendre unilatéralement des mesures de sauvegarde si le protocole entraîne de « *sérieuses difficultés économiques, sociétales ou environnementales susceptibles de persister ou de générer des flux commerciaux détournés* ».

**Selon le *Centre European Reform*, en décembre 2021, la sortie du Royaume-Uni de l'UE a entraîné une baisse de 14,9 % du commerce extérieur britannique, soit près de 12,9 Md£** – Alors que de nombreux pays ont connu une forte hausse des exportations en 2021, les exportations britanniques de marchandises vers le marché unique, tout comme vers le reste du monde, ont été particulièrement touchées par la sortie de l'UE, avec une chute de 15,7 % par rapport à d'autres économies similaires. Le Royaume-Uni étant essentiellement exportateur de produits intermédiaires (près de 65 % des exportations de biens), sa capacité à trouver des marchés de substitution au marché européen est rendue complexe par le fait que les échanges de produits intermédiaires s'inscrivent principalement dans une logique de régionalisation des chaînes de production (UE, Amérique du Nord, Asie de l'Est).

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**La *Financial Conduct Authority* (FCA) prend des [mesures](#) pour lutter contre les escroqueries vis-à-vis des consommateurs vulnérables dans le secteur de l'investissement** – L'organisme de réglementation a reçu 16 400 demandes de renseignements sur d'éventuelles escroqueries entre avril et septembre 2021, soit une augmentation de près de 33% par rapport à la même période en 2020. Parmi les principaux types d'escroqueries figurent les escroqueries liées aux crypto-actifs, secteur que la FCA cherche de plus en plus à réguler ; elle a bloqué près d'un quart des demandes d'entreprises souhaitant entrer sur ce marché - contre une sur cinq au cours de l'exercice précédent. La FCA a révélé qu'en six mois, elle avait ouvert plus de 300 dossiers relatifs à d'éventuelles entreprises de crypto-monnaies non enregistrées auprès d'elle, dont beaucoup pourraient être des escroqueries, et qu'elle avait 50 enquêtes en cours, y compris des enquêtes criminelles, sur des entreprises non autorisées. La FCA tente par ailleurs d'endiguer le phénomène en invitant les potentiels investisseurs à se renseigner via ses deux campagnes *ScamSmart* et *InvestSmart* ainsi qu'en effectuant des recherches scientifiques pour rendre plus efficaces ses réglementations.

**Le *Financial Reporting Council* (FRC) a annoncé que 74 nouveaux signataires avaient adhéré au [code britannique](#) de bonne gestion (*Stewardship Code*) régissant la manière dont les investisseurs demandent**

**des comptes aux entreprises, portant les actifs totaux des gestionnaires de fonds soumis à cette norme à 33 Md£** – Le FRC a déclaré avoir reçu 105 demandes en septembre 2021, en cours d'analyse afin de garantir la bonne conformité aux principes de cette norme. Pour ce faire, les investisseurs doivent notamment expliquer leur approche de l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs décisions d'investissement, dans le cadre des initiatives visant à empêcher les entreprises de surestimer leurs références par le biais de ce que l'on appelle le "*greenwashing*". Les principaux gestionnaires d'actifs qui ont rejoint la liste des signataires sont State Street Global Advisors, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Pimco, Schroders et T Rowe Price.

**L'ONS a publié les [chiffres](#) des fusions et acquisitions impliquant des entreprises britanniques au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021** – Après avoir fortement augmenté lors des trois premiers trimestres, le nombre de deals et la valeur totale de ceux-ci ont fortement baissé lors du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (passant de 200 changements d'actionnaires majoritaires en octobre, à 144 en novembre puis à 77 en décembre), portant le total à 421 opérations de fusions et acquisitions. Par rapport au trimestre précédent, c'est une diminution de 69 opérations et de 11 comparé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (432), affecté par la pandémie. En outre, les valeurs des opérations ont diminué par rapport à la même période de 2021, principalement du fait des acquisitions sortantes qui ont baissé de 28,6Md£, s'établissant à 3,4Mds£ pour cette période. La tendance de début d'année, qui semblait montrer que les entreprises britanniques étaient plus fortement ciblées par des opérations de fusions qu'elles n'en émettaient,

potentiellement à cause de leurs sous-évaluations, paraît donc se confirmer. De récents sondages effectués par EY paraissent confirmer cette trajectoire.

**E. Schooling Latter, Directeur des marchés à la FCA, a prononcé un [discours](#) sur le futur des marchés financiers au Royaume-Uni** – Conformément aux recommandations du rapport Hill, la FCA travaille actuellement avec le HMT sur la recommandation relative au rééquilibrage du régime des prospectus, afin que les informations à fournir pour les différents types de levées de fonds soient plus adaptées au type de levée engagé. En outre, les travaux s'orienteront sur Mifid, l'approche du Royaume-Uni vise à supprimer les plafonds de *dark trading* tandis que l'Union européenne entend créer un cadre plus strict. La FCA va mener une consultation pour permettre aux places de négociation britanniques d'obtenir plus aisément des informations sur les prix de référence auprès de n'importe quelle place de négociation étrangère, à condition que ces prix soient solides, transparents et compatibles avec la meilleure exécution. La FCA consultera également sur les changements à apporter pour permettre l'utilisation des tailles de *tick* (variations de valorisation de titres entre deux cours consécutifs) d'un marché primaire étranger lorsque celles-ci sont inférieures à celles déterminées sur la base des transactions au Royaume-Uni. Cela pourrait réduire le coût de la négociation pour les acheteurs et les vendeurs d'actions. Enfin, la FCA souhaite examiner si le régime de calcul des seuils pour les transactions en bloc dans les obligations et les produits dérivés peut être simplifié. La FCA prévoit de mener une consultation au cours du deuxième trimestre sur les détails de certains de ces changements, sans détailler lesquels à ce stade.

## 2 Banques et assurances

**Selon un [rapport](#) de la Chambre des Lords, l'objectif de *Net Zero* d'ici 2050 ne sera pas atteint à cause d'un manque de clarté des orientations du gouvernement pour rediriger les capitaux vers les secteurs de la transition** – La Chambre estime que les autorités gouvernementales n'ont pas encore expliqué la méthode de financement de la transition ni les politiques et incitations financières pour rediriger les flux d'investissements des institutions financières. Le rapport appelle le gouvernement à revoir son opposition au recours à l'emprunt public pour financer la transition, considérant que le montant pouvant être collecté de manière réaliste par le biais de surtaxes sur les factures d'énergie ne sera pas suffisant pour financer la transition. Le modèle retenu pour financer les nouvelles centrales nucléaires (*regulated asset based*), qui impose des prélèvements sur les factures des ménages dès le début de la construction, ne ferait qu'augmenter le coût de l'énergie. Le rapport recommande que les mesures pour mettre en oeuvre la transition soient désormais ajoutées aux obligations statutaires du régulateur de l'énergie Ofgem, que le plan pour inciter les ménages à remplacer les chaudières par des pompes à chaleur et pour isoler énergétiquement les maisons soit explicité, ainsi que la création d'un organisme devant coordonner les efforts et rendant compte au Premier ministre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Jeanne Louffar et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

[londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)